

MADAGASCAR, LA GRANDE ÎLE

Richard Yung*

*Sénateur

*Aza midera eo afa-tsy ity fahatonorana mandrakizay mitolotra ho anao,
ao anaty indray mipimaso
izay zanaky fahanteran'ny tany mifandimby
(N'y contemple que cette jeunesse éternelle qui s'offre à toi,
en un clin d'œil,
et qui est fille des vieux mondes successifs)*

Jean-Joseph Rabearivelo, *Presque-Songes* – Sary Nofy,

Édition Tsypika, Antanarivo/ Sepia, coll. Océan Indien,
St Maur, octobre 2006, Paris

Introduction

C'est une histoire tourmentée que celle de la Grande Île depuis son indépendance en 1960. Mais derrière les crises, les violations multiples des Constitutions, les coups d'État, apparaissent plusieurs constances comme l'appropriation du pouvoir par un petit groupe, le mauvais fonctionnement de l'État, la mauvaise gestion de l'économie. Autre question qui nous concerne au premier chef : quelle politique a été menée par la France vis-à-vis de Madagascar ? Et pour l'avenir, y a-t-il des éléments d'espoir et de changement ? C'est ce que nous essaierons d'évaluer.

De l'indépendance à Ratsiraka

En 1960, l'indépendance de Madagascar, colonie française depuis 1896, s'est faite benoîtement et facilement. Un parti social-démocrate (le PSD) dirigé par Philibert Tsiranana, côtier de Majunga, avait été mis sur pied et en position de devenir hégémonique par le Haut-commissaire français, André Soucadaux (SFIO).

Durant la décennie 1960-1970, la jeune république est restée dans le giron politique et économique de la France : accords de défense, diplomatie alignée, grand nombre de coopérants français dans les postes de responsabilité, place prépondérante des entreprises françaises dans l'économie et la finance.

À noter que la colonisation française a été peu marquée dans le domaine agricole et dans la possession de la terre, à part le Lac Alaotra (riz) et quelques plantations (sisal) dans le grand sud. Par contre, l'essentiel du secteur industriel (textile, brasserie, tabac, énergie, etc.) est resté français ou entre les mains de ce que l'on appelle les « Karana » Indiens ou Pakistanais souvent installés depuis longtemps et de nationalité française, malgache et indienne. Actifs dans l'immobilier et dans l'import-export (très important), ils partagent la commercialisation des produits agricoles avec une communauté chinoise, également installée depuis longtemps, souvent sur les côtes.

Le PSD, quoique dirigé par des côtiers (Tsiranana, Resampa), a réussi l'agrégation avec des dirigeants des Hauts Plateaux (Merina des Hauts Plateaux, Betsileo du sud central).

Le capitalisme malgache, lui, ne s'est guère développé pendant la période.

En 1972, maladresses, erreurs et maladie de Philibert Tsiranana amènent au pouvoir, par un coup d'État militaire, et en quelque sorte malgré lui, le général Gabriel Ramanantsoa. Celui-ci se montrera un piètre chef et ne gagnera pas de soutien populaire malgré un programme populiste, l'annonce de la nationalisation des entreprises étrangères (lire françaises), la dénonciation des accords de défense avec la France.

La « Révolution malgache » verra également la sortie du franc malgache de la zone franc et la volonté de modifier les structures rurales (« fokonolona » : sorte de communes rurales avec élus et pouvoirs larges).

Plusieurs crises, principalement à l'intérieur des forces armées, occuperont beaucoup les esprits.

C'est une période aussi où des entreprises fondées par des Malgaches commencent à prospérer et où les Sociétés d'intérêt national (SIN) censées prendre en main la commercialisation agricole, les travaux publics, etc. permettront l'enrichissement de la classe politique dirigeante merina et côtiers confondus.

Comme ces sociétés sont inefficaces et corrompues, un profond mécontentement populaire amène à un nouveau coup d'État militaire. Après différentes péripéties, dont l'assassinat

du Colonel Richard Ratsimandrava, très bref chef de l'État, Didier Ratsiraka, officier de marine, prendra l'ascendant sur les autres responsables.

Les périodes Ratsiraka (1975-2000)

Devenu le principal responsable politique des différents groupes, comités, hauts conseils, dont les Malgaches aiment peupler leurs institutions sans souci d'efficacité, Ratsiraka se lance dans la mise en œuvre d'une « République démocratique de Madagascar ». C'est une voie très marquée à gauche, en route vers un socialisme pur et dur, inspiré par le « modèle » (si l'on peut dire) nord-coréen, Kim Il-sung, l'esprit du Douthé et autres joyeusetés. C'est un choix curieux pour un officier de marine formé à l'École navale et pour le peuple malgache qui n'a pas forgé un passé fort dans une lutte de libération, qui est un peuple essentiellement paysan et sans prolétariat. Il reste pour les historiens à éclaircir les raisons de ce choix.

Quoi qu'il en soit, l'objectif de construire le socialisme se décline dans la litanie habituelle :

- nationalisation des entreprises étrangères (françaises mais aussi indo-pakistanaïses et chinoises) ;
- mise sur pied de Sociétés nationales d'investissement couvrant l'énergie, la commercialisation de la production agricole et les travaux publics ;
- une partie importante du débat va tourner autour du rôle de l'armée et des organisations de la vie rurale autour du « fokonolona ».

L'armée, essentiellement l'armée de terre, pléthorique en hommes et en généraux, doit devenir l'armée du développement, c'est-à-dire participer dans les campagnes aux travaux d'infrastructure (irrigation, routes) et à ceux des champs (récolte, transport). On voit là les réminiscences des communes rurales chères à Mao Tsé-toung.

En même temps, conscient de la méfiance du monde rural, et de son niveau d'éducation très faible, l'armée servira d'outil dans la lutte idéologique de manière à faire passer les orientations et les idées révolutionnaires.

Un point plus intéressant est celui du rôle, des pouvoirs et des responsabilités du fokonolona. C'est la réunion au sein d'une famille, d'un clan, d'un village de tous ceux qui ne sont pas esclaves. Les anciens, les plus vieux, les parents détiennent le pouvoir et les cadets doivent obéissance. Les pouvoirs du fokonolona sont très larges.

La nouvelle République démocratique a pensé encadrer les fokonolonas (qui existent depuis des siècles) de manière à ce qu'ils jouent un rôle moteur dans l'avancée vers le socialisme et dans le travail idéologique nécessaire, le « fokontany ».

Le débat au sein des instances « suprêmes » de la Révolution a porté sur le degré d'autonomie des différents fokonolonas au niveau du village, du district, du canton, de la région, etc.

Voici donc en ordre de marche les outils de la transformation révolutionnaire de ce vieux pays rural, unifié depuis deux siècles, d'abord par la monarchie Merina puis par la colonisation française.

Nous sommes en 1975. Cinq ans plus tard, 1980, le résultat sera plus que catastrophique :

- recul de la production agricole (le riz est la principale nourriture des Malgaches, auto-suffisants jusqu'à cette période, devenus importateurs de riz asiatique à bas prix et de mauvaise qualité) ;
- recul du produit intérieur brut ;
- dégradation des infrastructures (routes, ponts, ports, chemins de fer).
- bureaucratisation de l'administration et de l'armée ;
- fonctionnement défectueux des Sociétés nationales d'investissement. Dans les trois secteurs clés de la commercialisation agricole, de l'énergie et des travaux publics, ces sociétés feront preuve d'une incurie complète, d'une corruption généralisée, de détournements massifs de capitaux. En particulier, les paysans sont échaudés parce que le prix de leurs livraisons était déjà largement inférieur à ce que leur payaient les commerçants karana ou chinois. Non payés, ils se sont retirés des circuits et cachent leurs récoltes en refusant de les vendre (schéma classique) ;
- enfin, la malgachisation de l'éducation, légitime, mais mal préparée et mal conduite aboutit à une mauvaise connaissance du français chez les étudiants et chez les enseignants.

Cet effondrement était malheureusement prévisible puisque le modèle, la voie et les moyens étaient copiés sur ceux de nations qui s'étaient forgé, dans des luttes d'indépendance nationale contre un colonisateur ou un régime assimilé, un parti – communiste ou non – puissant, appuyé par une armée contrôlée et dirigée par des révolutionnaires aguerris.

Rien de tout cela n'existait à Madagascar et l'on y a retrouvé le schéma habituel d'une classe dirigeante de quelques milliers de familles à la fois d'origine merina et côtière qui se partagent le pouvoir et la maigre rente économique.

La France est évidemment mise à l'index pendant toute cette période face aux nouveaux alliés que sont l'URSS, la Corée du Nord et les pays du bloc communiste. Néanmoins, les relations ne seront jamais rompues parce qu'il était de l'intérêt de la France de préserver sa présence économique, sa communauté importante (30 000 ressortissants dont la moitié de binationaux) et sa sphère d'influence dans cette partie de l'Océan indien. Aussi sans

doute parce que les liens culturels, l'histoire commune et la capacité malgache au dialogue ont toujours permis de maintenir un tel lien.

Pendant ce temps, 90 % de la population vit dans la plus grande pauvreté soit en lumpenprolétariat à Tana et dans les trois ou quatre grandes villes, soit dans leurs villages isolés en brousse où ils n'attendent rien du pouvoir, quel qu'il soit.

En 1980, devant l'effondrement complet de l'économie, Ratsiraka est obligé de demander l'aide de la communauté internationale, des bailleurs de fonds (FMI, Banque mondiale). Ceci se traduit par un programme drastique d'ajustement structurel (mot élégant signifiant l'austérité pour les salariés et les pauvres).

La réponse politique de Ratsiraka fut également classique :

- mise sur pied et développement du parti unique (AREMA, Association pour la renaissance de Madagascar) dans un système frontiste associant quelques partis valets ;
- police de plus en plus répressive (police politique avec la Direction générale de la documentation à Ambohibao) ; tortures ; censure de toute expression.

La seule force d'opposition qui se structure sera le rassemblement des églises chrétiennes autour de l'Église catholique, qui représente plutôt les Merina et proche de la France. S'y associent l'Église protestante (plutôt de gauche, pro-américaine et côtière), les églises luthérienne et anglicane (reste de la période de lutte d'influence entre la France et la Grande-Bretagne avant 1893).

Avec la chute de l'URSS en 1991, Ratsiraka perd ses derniers soutiens extérieurs. Il réussit néanmoins à se faire réélire président une troisième fois en mars 1989, mais se voit confronté à des manifestations populaires de plus en plus violentes tout au long de l'année 1990.

L'opposition crée son propre gouvernement en juin 1990 et le 10 août, la Garde présidentielle tire sur des manifestants devant le palais présidentiel (construit par les Coréens du Nord), tuant plusieurs centaines de personnes.

Un processus dit de transition (1991-1993), piloté par le FFKM (les églises réunies) se met en place et aboutit à de nouvelles institutions (Haute autorité de l'État, présidée par Albert Zafy, vieux cheval de retour, nouveau Premier ministre, et, toujours, Ratsiraka comme président de la République).

Albert Zafy sera à son tour élu Président de la République en février 1993 contre Ratsiraka. Son incapacité, son inaction dans tous les domaines, le dévoiement des institutions, et les critiques fondées et fortes du FFKM, l'obligent à quitter le pouvoir en 1996.

Et là, miracle de la politique, Ratsiraka, loup devenu agneau, ancien chef de parti « nord-coréen », se présente en libéral convaincu et démocrate affirmé. Il sera réélu, dans des circonstances qui restent à éclaircir !

Fin de Ratsiraka et arrivée de Ravalomanana (2001)

Une nouvelle élection présidentielle se déroule en décembre 2001, pour l'essentiel, entre Didier Ratsiraka (pour son quatrième mandat avec les successifs bilans désastreux qu'on lui connaît) et Marc Ravalomanana.

Ce dernier détonne dans le personnel politique malgache habituel. C'est un entrepreneur qui a construit une entreprise considérable (Tiko) autour de la collecte et de la transformation du lait. C'est un « self made man » qui n'appartient pas à une des grandes familles régaliennes. Il est Merina, protestant et même vice-président de l'Église protestante (FJKM). Enfin, nouveau en politique et ayant réussi à prendre la mairie de Tananarive en 1999, il est décidé à agir devant l'impéritie de la classe politique.

Malgré les manipulations manifestes des votes par le président sortant, Ratsiraka, le résultat est suffisamment serré pour que les deux candidats se proclament eux-mêmes vainqueurs. En fait : avec des tricheries manifestes, Ratsiraka a gonflé son résultat et diminué celui de Ravalomanana, qui le devançait nettement au premier tour, dans l'espoir de l'emporter au second. Ravalomanana a alors déclaré qu'il avait gagné au premier tour et s'est autoproclamé vainqueur. S'il avait accepté un second tour, qui aurait forcément été verrouillé et manipulé, il aurait, injustement, perdu. Il s'en suit une de ces situations comme seule Madagascar peut en connaître. Chaque camp a son président de la République, nomme un Premier ministre et un gouvernement : une dyarchie complète. Ratsiraka se retire sur son fief côtier de Tamatave et pousse chacune des 6 grandes régions à se proclamer indépendante.

Marc Ravalomanana tient Tananarive et les Hauts-Plateaux, assiégés par les hommes de Ratsiraka qui bloquent les routes, le train, dynamitent les ponts pour asphyxier la capitale. Tout ceci se fera avec un nombre minimum de victimes (moins d'une dizaine). Rendons hommage à la sagesse malgache qui a évité là un bain de sang qui aurait pu devenir une vraie guerre civile.

À la fin, comme le FFKM (les églises) soutient ouvertement Ravalomanana, celui-ci l'emportera et sera officiellement investi le 6 mai 2002. Après un début d'intervention de l'armée, sous la direction des nouvelles autorités, dans les provinces, la France a exfiltré Ratsiraka pour que son camp se délite et pour éviter la guerre civile. Ratsiraka et sa redoutable famille prend la route de l'exil (confortable) en France, qu'il a pourtant si longtemps vouée aux gémonies. L'arrivée de Marc Ravalomanana suscite beaucoup d'espoir. Voilà un homme d'affaires averti, un décideur, qui n'a pas trempé dans les nombreuses combinaisons et compromissions précédentes. Il s'appuie sur son propre parti, le parti Tiako i Madagasikara (TIM, cela ressemble à Tiko et tous les cadres viennent de son entreprise). C'est aussi une constante à Madagascar que chaque Président commence par constituer son propre parti politique et regroupe des députés de tout bord pour créer un groupe parlementaire, en général godillot. Cela tient à ce qu'il n'y a pas de débat ou de clivage idéologique, que les élus sont pour l'essentiel corrompus et passent donc d'une formation à une autre sans la moindre difficulté.

Marc Ravalomanana lance des réformes audacieuses, cherche à redémarrer l'économie en particulier par la création de deux zones industrielles (textiles) hors taxes.

Il décide que l'anglais sera la troisième langue du pays. Lui-même parle mal le français et n'est pas considéré comme un ami de la France. Il cherche à diversifier les partenaires internationaux de Madagascar, en développant des relais, en particulier, avec l'Allemagne et les États-Unis (dont on voit la main partout), et les pays émergents d'Asie. On lui prête des sentiments anti-français et l'on cite la manière déplaisante avec laquelle il a (mal) traité l'ambassadeur de France nouvellement nommé, refusant son accréditation après 6 mois de tergiversations. En réalité, sa volonté d'ouvrir son pays à d'autres pays industriels et à ses voisins de la sous-région de l'Océan indien était légitime, mais la France s'est sentie remise en cause, mise en concurrence et certains y ont vu de sombres desseins des États-Unis cherchant à réduire sa sphère d'influence avec l'appui de l'Afrique du Sud.

La lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent est proclamée, mais est-elle effective ? On peut considérer que le premier mandat de Marc Ravalomanana est en rupture avec les 30 ans de recul que vient de traverser le pays et qu'il a jeté les bases d'un possible développement.

Il remporte un second mandat présidentiel le 16 décembre 2006 et malheureusement les promesses évoquées ci-dessus ne se réalisent pas. La corruption reprend le dessus, et il se dit que le clan présidentiel se montre particulièrement vorace.

L'économie se développe lentement. À côté de grands projets miniers qui se réalisent mais complètement hors sol et sans grand profit pour le pays, l'agriculture stagne.

Le mécontentement populaire monte, les conditions sanitaires, le logement, l'enseignement, se dégradent chaque jour.

Fin 2008, début 2009, le projet de location de plus d'un million d'hectares à une société coréenne, d'autres projets similaires avec des pays du Golfe, l'achat d'un avion présidentiel (60 millions de dollars US), coalisent différents mécontentements.

Fin de Ravalomanana et arrivée d'Andry Rajoelina (2009)

Apparaît un leader en la personne du jeune (il est né en 1974) maire de Tananarive (il a arraché la mairie au parti TIM). Andry Rajoelina est lui aussi autodidacte, il a construit une fortune sur un groupe de presse et de communication.

À la suite d'émeutes graves, l'armée ayant tiré sur la foule, Marc Ravalomanana doit remettre le pouvoir aux militaires.

Et, curiosité de la vie politique malgache, ceux-ci s'empressent d'appeler Andry Rajoelina au pouvoir, en tant que président de la Haute autorité de transition (nouvelle institution sortie du ciel). Il s'en suivra une situation politique confuse pendant les deux ou trois ans qui suivent.

L'ancien président Marc Ravalomanana s'est exilé en Afrique du Sud, mais compte des partisans à Madagascar. Il est condamné à mort et ses biens confisqués.

Une longue crise commence avec un soutien de la France à Rajoelina qui s'oppose à un soutien très fort des États-Unis et de l'Afrique du Sud à Ravalomanana. Les États-Unis refusent de reconnaître le régime de transition considéré comme illégal, font suspendre Madagascar de toutes les organisations internationales, suspendent les relations diplomatiques et toutes les aides. Il y a certes débat sur la légitimité de la transition mais les États-Unis n'ont pas montré, par exemple, le même souci de vertu démocratique pour reconnaître le régime égyptien du général Al Sissi.

Les pays africains de la SADC (Southern African Development Community) vont jouer les médiateurs. Leurs principaux négociateurs, comme Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique et Jacob Zuma, président d'Afrique du Sud étant eux-mêmes divisés sur les soutiens à apporter à l'un ou à l'autre, la médiation durera plus de deux ans, de réunions stériles en communiqués inefficaces. Finalement la « feuille de route » sera imposée à travers de nombreuses péripéties et permettra enfin la tenue d'une élection présidentielle libre. La France, beaucoup, et la SADC, un peu, ont œuvré pour que ni Marc

Ravalomanana, ni Andry Rajoelina ne soient candidats, de manière à apaiser les passions et renouveler les dirigeants. Ces élections verront la victoire de Hery Rajaonarimampianina contre un candidat soutenu par Marc Ravalomanana, Robinson Jean Louis, supposé être proche des socialistes français (il n'existe plus de parti social-démocrate reconnu à Madagascar). Hery Rajaonarimampianina est considéré comme un bon gestionnaire des finances, peu marqué politiquement, même s'il a été ministre des Finances d'Andry Rajoelina.

L'élection à deux tours se tient en décembre 2013. La normalisation constitutionnelle et la mise en place des institutions doivent être complétées avec les élections municipales qui devraient se tenir en juin 2015. Il restera enfin à élire la deuxième Chambre (équivalent du Sénat).

Depuis, un premier gouvernement dirigé par Roger Kolo (sans expérience, et choisi par défaut après de longs mois de tractations pour écarter Andry Rajoelina, qui souhaitait garder le contrôle sur le gouvernement) n'aura pas marqué par son action.

Hery Rajaonarimampianina, initialement proche de Rajoelina, devait être son candidat de substitution. Comme souvent dans de telles situations, il a rapidement pris son autonomie et s'est mis à son compte.

Le président s'est consacré à rétablir les liens démocratiques et a créé son parti. Le nouveau parti présidentiel s'est constitué à l'Assemblée de manière surprenante :

- aucun député n'avait été élu sous la bannière du Président Hery;
- il a rassemblé les députés « indépendants » ; puis a réussi à attirer une partie de ceux qui avaient été élus sous l'étiquette d'Andry Rajoelina (MAPAR), arrivant ainsi à constituer une sorte de majorité parlementaire. Certes, il est difficile de s'y retrouver dans les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale malgache puisqu'il n'existe pas moins de trois partis MAPAR (Mapar 1, 2 et 3) portant donc le même nom.

Ainsi vont les choses : pas d'idéologie, beaucoup d'opportunisme.

Un nouveau Premier ministre, le général Jean Ravelonarivo a été nommé le 14 janvier 2015.

Les bailleurs de fonds (Banque mondiale, FMI, FED, France, etc.) attendent maintenant le passage à l'acte.

Dernier épisode : Marc Ravalomanana qui était en exil en Afrique du Sud et sous chef d'accusation grave a fait un retour mystérieux dans la Grande Île. Placé en résidence surveillée dans le Nord à Antsirana, il a été autorisé en décembre 2014 à revenir à Tananarive où il réside dans sa maison, en liberté plus ou moins surveillée. Le pardon (fortement souhaité par la SADC et l'Union africaine) ne saurait tarder et sans doute y a-t-il un accord entre le Président Hery et lui sur la suite ! Reprendra-t-il le combat politique et cherchera-t-il à incarner l'opposition ?

Andry Rajoelina qui a la jeunesse pour lui (il a 40 ans) a déjà pris la posture de chef de l'opposition à Hery et lui mène, autant que faire se peut, la vie dure.

Conclusion

À l'issue de cette description, trop rapide, des 40 ans de la vie politique malgache depuis l'indépendance, essayons de dégager quelques grands enseignements.

Madagascar est un pays qui dispose d'une langue commune, d'une histoire partagée et d'un pouvoir politique central depuis près de 200 ans.

Mais en même temps, l'unification n'est que partielle : les conquêtes des Rois Merinas tout au long du XIX^e siècle se traduisaient par la mise en esclavage des tribus et groupes conquis, le Roi épousant quelques princesses locales.

Le cœur de la vie malgache est la famille puis la famille élargie qui correspond au village ou groupe de village. C'est là que vit le fokolonona décrit plus haut. Celui-ci permet d'asseoir le pouvoir des parents, des anciens et donc du conservatisme le plus fort, appuyé sur le culte des ancêtres et l'ensemble des interdits.

Au-delà, les solidarités n'existent pas et les changements d'alliance, de partenaires, sont farouchement assumés sans la moindre hésitation.

C'est ce qui explique la très grande difficulté à construire des partis politiques. Ceux-ci fonctionnent comme des centres d'intérêt qui permettent ascension, accès aux deniers publics, influence, sécurité.

Il en est de même des institutions qui ne sont que formelles, déclaratives. Leurs compétences empiètent les unes sur les autres et, pour résoudre un conflit, on n'hésitera pas à en ajouter une dans le millefeuille institutionnel.

Autre caractéristique, le refus du conflit frontal lié à la culture orientale et malaise.

Comme il est mal seyant d'affirmer une opinion, encore plus de s'opposer à une autre, il est très difficile de créer un consensus autour d'orientations mutuellement acceptées.

De même, la règle du pardon permet d'absoudre toutes les dérives et actions punissables. Par exemple, il existe une sorte d'autorité morale suprême. Ce sont les cinq anciens présidents de la République : Albert Zafy, Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina, Hery Rajaonarimampianina. Ils se réunissent de manière informelle sous l'égide des églises réunies (FFKM) pour résoudre les difficultés du pays. En fait, ils se pardonnent mutuellement tous leurs détournements, erreurs et errements politiques et se confortent dans l'idée que l'autorité suprême ne se perd jamais. Dans ces conditions, comment avancer ?

L'analyse de la société malgache depuis l'indépendance, et sans doute bien avant, permet de distinguer :

- un groupe de grandes familles prépondérantes, Merinas des Hauts-Plateaux, mais aussi côtiers de Tamatave, de Majunga, de Fianarantsoa qui tient le pouvoir politique sous toutes ses formes, changeant suivant les Républiques mais toujours là. Ceci donne accès aux postes officiels de toute sorte et à la concussion. La classe dirigeante se diversifie vers l'armée (1 général pour 30 soldats) et dans les affaires, encore que le capitalisme malgache soit plus porté vers l'immobilier et les placements à l'étranger que dans la création de richesses agricoles ou industrielles. Une partie importante de celles-ci sont menées par les Karana ;
- à côté existe un prolétariat urbain, paysans pauvres et autres venus s'agglutiner dans les bidonvilles. Vivant au jour le jour et dans des conditions d'une extrême pauvreté, sans école, sans logement, sans travail. C'est ce prolétariat qui de temps en temps, lorsque les conditions deviennent par trop insupportables et que le mépris des dirigeants est trop marqué, se révolte, organise des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes et renverse les présidents au pouvoir (Tsiranana en 1972, Ramanantsoa en 1975, Ratsiraka en 2001-2002, Ravalomanana en 2003) ;
- enfin, le reste du pays. Sans doute 16 à 18 millions d'habitants, vivant en zone rurale. Il faut distinguer quelques zones de développement rural, plus ou moins intégrées dans la vie moderne : les rizières des Hauts-Plateaux, la vanille, et le café de la région Sambava, les exploitations rizicoles du Lac Alaotra, et sans doute quelques autres foyers. Ceux-là sont connectés au monde moderne par la route, disposent d'eau et d'outils d'exploitation. Enfin leurs produits sont achetés (à trop bas prix, mais régulièrement) par les réseaux karana ou autres. Et puis il y a les autres : régions entières, villages enclavés à deux ou trois jours de marche de la première route. Ils n'ont ni école, ni dispensaire médical.

Ils vivent en autonomie presque complète et en auto-subsistance : quelques petites activités agricoles ou commerciales permettent d'acheter l'indispensable : du tissu, des allumettes, etc. Ils n'attendent rien (de bon) de l'administration et de l'État. C'est aussi cette situation qui explique qu'il n'y ait pas de mouvement populaire important en dehors des grandes révoltes urbaines ou semi-urbaines ;

- la relation avec la France continue de jouer un rôle central. C'est à la fois le modèle envié et à copier à tout prix. Les déclarations d'amitié et de coopération sont là pour le prouver. Les élites mettent leurs enfants dans les systèmes éducatifs français ou francophones, les étudiants viennent en France. Mais en même temps, c'est l'ancienne puissance coloniale que l'on peut charger de tous les péchés du monde : destruction de la culture nationale, cause de la pauvreté et des malheurs qui ne manquent pas, appétit économique. Et puis les Français ne sont-ils pas dans tous les complots, et autres coups fourrés politiques malgaches, animés de mauvaises intentions. C'est un bon support pour le nationalisme masqué mais très fort des Malgaches. La France n'est certes, pas plus qu'un autre pays, un modèle de désintéressement. Elle veille surtout à ce qu'elle considère comme une zone d'influence française avec la Réunion et Mayotte, départements français voisins, l'île Maurice et les Seychelles, amis proches. Il faut surveiller le canal du Mozambique, non seulement contre la piraterie et comme voie essentielle d'acheminement du pétrole du Moyen-Orient mais aussi affirmer notre souveraineté sur les Îles Éparses, îlots qui donnent une zone d'intérêt économique de 200 miles nautiques autour d'eux, lesquels pourraient receler des réserves de matières premières.

La France a donc soutenu le processus politique de sortie de crise qui a amené Hery Rajaonarimampianina au pouvoir.

Et maintenant, quel avenir ? Soit le système décrit ci-dessus continue et Madagascar connaîtra une nouvelle révolte/révolution d'ici deux ou trois ans, soit le Président nouvellement élu et son gouvernement montrent une volonté de réformes réelles (autre que dans les discours) et s'attaquent à la corruption de l'administration, de la police, de la justice, à l'assainissement de l'économie et à une politique de l'éducation. Alors, compte tenu de la richesse agricole, minière et touristique de la Grande Île, tous les espoirs sont permis.